



COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Dans toutes les Laurentides

Les travailleuses et les travailleurs des services publics dénoncent l'attitude du gouvernement

(Saint-Jérôme, le 17 novembre 2020) – Dernièrement, des actions ont été tenues par des travailleuses et des travailleurs du milieu scolaire, collégial et de la santé et des services sociaux sur tout le territoire des Laurentides pour dénoncer l'attitude du gouvernement. Depuis le début de la pandémie, le gouvernement Legault vante le travail des travailleurs tout en leur imposant des conditions niant la surcharge, et ce, tout en refusant de négocier de réelles améliorations salariales. Les promesses du printemps se sont envolées à la même vitesse qu'un arc-en-ciel qui disparaît après la pluie.

Des manifestations et des actions de visibilité ont donc été organisées de Mont-Laurier à Sainte-Thérèse et de Saint-Eustache à Rosemère en passant par Lachute pour dénoncer l'insensibilité du gouvernement. Celui-ci admet pourtant que ce sont les travailleuses et les travailleurs du secteur public qui maintiennent, à bout de bras, le Québec sur les rails pendant cette crise sanitaire, mais n'offre rien, en contrepartie.

Une situation d'urgence devenue permanente

Si, au printemps, tous étaient d'accord qu'il fallait agir vite, huit mois plus tard, les travailleurs doivent encore subir les arrêtés ministériels, les obligations de temps supplémentaire, les divers réaménagements de travail, la détresse des clientèles desservies, et ce, sans ou avec de piètres compensations. La surcharge est devenue insupportable. Des enseignants qui doivent s'assurer de la qualité des diplômes alors que toutes les méthodes sont chambardées, des responsables en service de garde avec 20 ans d'ancienneté qui cherchent un autre emploi, des secrétaires d'école qui doivent intervenir auprès de cas de COVID-19 déclarés, du personnel du réseau de la santé et des services sociaux qui quitte son emploi pour prendre soin de leur famille. Ce ne sont que quelques exemples, la pointe de l'iceberg, mais qui reflètent tristement la réalité vécue par les travailleuses et les travailleurs du secteur public.

« Chaque semaine, des gens, à bout de souffle, quittent leur emploi dans les réseaux. Ils partent aussi parce que les conditions salariales n'en valent plus la peine, après 20 ans de coupures ou d'augmentation n'ayant pas suivi le coût de la vie » explique Chantal Maillé, présidente du Conseil central des Laurentides - CSN. Elle ajoute qu'au contraire, Legault tente de profiter de la crise qui assomme de travail le personnel pour négocier au minimum et tenter de diviser plutôt que de remercier.

Des actions qui se poursuivront

Il en va de l'avenir du réseau public, mais aussi de leur profession. Les syndiqués qui ont manifesté cette semaine accentueront leurs moyens de pression. « Fait à noter, les députés de la CAQ, bien présents dans les Laurentides, ont refusé toute rencontre avec les représentants syndicaux quand ceux-ci sont également des citoyens de la région et des travailleurs se dévouant jour après jour. Le gouvernement a deux visages : celui pour les médias et celui pour les employés de l'État. Nous veillerons à ce que la population découvre l'autre côté de la médaille », conclut Mme Maillé.

À propos

La CSN représente plus de 12 500 travailleurs dans les Laurentides, personnel de soutien du réseau scolaire et collégial, enseignants, personnel de la santé et services sociaux. Dix syndicats de la région regroupés en fédérations sont concernés par l'actuelle négociation avec le gouvernement de la CAQ.

Pour information :

Josée Chapdelaine, Conseillère syndicale SAMVR CSN Laurentides

450 438-4196